



« Redonner ses lettres de noblesse au métier d'enseignant »

Quelles sont les raisons du manque d'attractivité du métier d'enseignant en France et les leviers pour y remédier? C'est la question que se pose Eric Charbonnier, analyste à la direction de l'éducation de l'Organisation de coopération et de développement économique. Tribune. Enseigner est bien plus qu'un métier, c'est une vocation, un sacerdoce, une mission. C'est une profession exigeante qui demande de multiples qualités. Il faut être innovant et créatif, bienveillant pour encourager les élèves et non les stigmatiser, bon communicant face aux attentes grandissantes des parents, flexible pour s'adapter à des classes aux niveaux de plus en plus hétérogènes. Et il faut bien sûr avoir des connaissances : la mission première des enseignants reste et restera de transmettre les savoirs.

Tous ces enjeux ne découragent pas les enseignants : ils aiment leur métier. En 2013, 76 % des enseignants exerçant au collège en France déclaraient dans l'étude Talis de l'OCDE que, « si c'était à refaire » ils choisiraient de nouveau le métier. Le paradoxe de la situation actuelle est bien là. Le métier en lui-même est souvent apprécié par ceux qui l'exercent, mais il manque d'attractivité pour ceux qui veulent entrer dans la profession. Un fléau qui dépasse nos frontières. Ainsi, seules la Finlande et l'Irlande en Europe sont épargnées par la pénurie d'enseignants. Comment expliquer ce manque d'attractivité ? Et quels sont les leviers pour redonner ses lettres de noblesse au métier d'enseignant, au moment même où le gouvernement souhaite réformer la formation et la carrière des professeurs ?

Mieux rémunérer les enseignants

Le niveau de rémunération joue bien sûr un rôle important. Un prof de maths peut espérer gagner davantage dans le secteur privé à niveau de qualification scientifique équivalent, tout en subissant parfois une pression moindre. Aujourd'hui, la tentation est souvent forte de répondre aux sirènes du privé. Mieux rémunérer les enseignants est le nerf de la guerre dans de nombreux pays. C'est une demande qui a d'ailleurs émergé durant le grand débat national.

En France, les enseignants qui exercent dans le premier degré sont particulièrement désavantagés, alors que ceux du second degré ont des salaires moyens au niveau de la moyenne des pays de l'OCDE. Un enseignant en France dans le primaire gagne 9 % de moins que la moyenne OCDE en début de carrière. L'écart grimpe à 20 % en milieu de carrière (après dix ou quinze ans d'ancienneté). La progression est plus lente en France qu'ailleurs, ce qui peut décourager nombre d'enseignants et les inciter à changer de métier.

Les deux derniers gouvernements ont pris conscience du problème. Les enseignants débutants ont été revalorisés. Leur progression en début de carrière a été accélérée par le précédent gouvernement. Le gouvernement actuel n'est pas en reste. Il a offert une prime substantielle (de 1 000 euros pour le moment, bientôt de 3 000 euros par an) à ceux qui iront exercer dans les zones sensibles. C'est un premier pas, même s'il faudra aller encore plus loin et revaloriser les enseignants en milieu de carrière.

Cependant, réduire le manque d'attractivité du métier à des considérations salariales serait une erreur. Une preuve tangible ? Ceux qui exercent en Finlande ne gagnent guère plus que la moyenne des pays de l'OCDE. Et pourtant, 10 candidats se bousculent pour chaque poste à pourvoir, là où de nombreux pays européens font appel aux contractuels pour combler les vides. L'explication ? Chez les enseignants comme dans tous les métiers, il est difficile de s'épanouir si on ne se sent pas reconnu à sa juste valeur ou si les opportunités de développement personnel et professionnel offertes tout au long de sa carrière sont limitées. Le malaise enseignant tient aussi à cela. En Finlande, plus de 60 % des enseignants s'estiment valorisés à leur juste valeur par la société selon l'enquête Talis, quand ils ne sont que 30 % en moyenne dans les pays de l'OCDE et seulement 5 % en France.

Améliorer la formation initiale

De façon plus générale, les pays où les enseignants se sentent reconnus – la Finlande mais aussi les pays d'Asie, l'Angleterre, l'Australie, le Canada ou les Pays-Bas – accordent une grande importance à la formation initiale et à la formation continue des enseignants. Les enseignants sont considérés comme des apprenants pour la vie. A ce titre, ils ont accès à une formation initiale universitaire qui met à leur service toutes les avancées de la recherche. Ils sont également accompagnés en début de carrière pour entrer progressivement dans le métier. Enfin, ils bénéficient tout au long de leur carrière d'un programme de formation continue adapté à leurs besoins et à ceux de leurs établissements. A Singapour par exemple, chaque enseignant reçoit environ cent heures de formation par an, cela fait partie de ses obligations de service.

En France, en matière de formation initiale, le concours dans sa forme actuelle est toujours trop axé sur les connaissances disciplinaires. En 2013, 40 % de nos enseignants au collège s'estimaient insuffisamment préparés sur le volet pédagogique du métier (soit la proportion la plus élevée des pays de l'OCDE). Par sa nature sélective, le concours n'incite guère à la coopération entre futurs enseignants, ni à s'investir sur les aspects pratiques du métier, la sélection ne s'opérant pas sur ces critères. Pourtant, le travail coopératif et l'innovation pédagogique sont l'essence même du métier une fois en exercice.

Il serait exagéré de dire que rien ne se passe en France. La fin de la mastérisation en 2013 avec le retour d'une vraie formation initiale dispensée à l'université fut un signal positif. La volonté d'accorder une place encore plus importante à la pédagogie et à la recherche dans le cursus de formation des écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE) en fut un autre. Il sera important que la fin des ESPE récemment actée par la loi Blanquer pour une école de la confiance et le rapprochement des nouveaux instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation (Inspé) de l'éducation nationale ne cassent pas la dynamique enclenchée. Cette mesure devra contribuer à élever la qualité générale des formations dispensées, et non à couper les instituts du savoir universitaire et de la recherche.

« Investir dans une formation initiale et continue de qualité est une garantie certaine de rendre le système éducatif plus performant et le métier plus stimulant »

Dans la même veine, la tenue récente des assises de la formation continue devrait déboucher prochainement sur des propositions. Ces dernières seront bienvenues car les défis, sur la formation continue, sont encore plus grands. Celle-ci souffre aujourd'hui de nombreux handicaps par rapport à celle de nos voisins. Quelques exemples : elle est moins développée, d'une moins grande intensité (trois jours et demi par an contre huit jours en moyenne dans les pays de l'OCDE) et de qualité inégale selon les territoires. Elle manque de formateurs dans certains domaines de pointe (intégration des neurosciences et outils numériques dans les apprentissages) et ne cible pas assez les besoins des enseignants et des établissements (numérique, travail personnalisé, orientation des élèves et gestion des élèves à besoins éducatifs particuliers...). Et surtout, elle n'est pas assez valorisée dans le parcours des enseignants.

Transformation nécessaire

Investir dans une formation initiale et continue de qualité est une garantie certaine de rendre le système éducatif plus performant et le métier plus stimulant au fil des années. Aujourd'hui, les enseignants sont souvent isolés et mal accompagnés. Autre problème, ils n'ont pas suffisamment d'opportunités pour développer leurs compétences, ce qui limite leurs possibilités de mobilité et peut rapidement créer un sentiment de lassitude.

Une transformation du métier est donc nécessaire. Il faudra à l'avenir renforcer la culture de coopération, impliquer les enseignants dans la prise de décision des établissements, insuffler un esprit de recherche et d'innovation dans les écoles et entre les écoles. Chaque école doit devenir un minilaboratoire, où les enseignants et leur chef d'établissement travaillent ensemble, dialoguent, expérimentent, font évoluer les pratiques pédagogiques et évaluent les résultats.

Cela peut sembler utopique, naïf, hors d'atteinte, pourtant c'est déjà la norme dans certains pays considérés comme ayant des systèmes éducatifs performants et équitables. C'est vers cette direction qu'il faut converger. C'est à ce prix aussi que le métier regagnera en attractivité. Nos enseignants le méritent, cela ne peut que les mettre dans de meilleures conditions pour naviguer

dans ce métier passionnant mais si difficile !

Ce texte est paru dans Le Monde de l'éducation. Si vous êtes abonné au Monde, vous pouvez vous inscrire à cette nouvelle newsletter hebdomadaire en suivant ce lien.

Eric Charbonnier (Analyste à la direction de l'éducation de l'Organisation de coopération et de développement économique)